

95B749.

GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE

871278 - 8 AVR. 97

TOURS - 37-010

3/3

SA SOFIDEN

Société Anonyme
Au capital de 8.588.250,00 Francs
Siège Social : 24 rue Christiaan Huygens
37100 TOURS
RCS TOURS B 402 734 420 (95 B 749)
SIRET : 402 734 420 00019 NAF 74.1J

STATUTS MIS A JOUR AU 7 FEVRIER 1997

EXPOSE :

Suivant acte sous seing privé en date à TOURS du vingt et un juillet mil neuf cent quatre vingt quinze, enregistré à TOURS EST le 2 août 1995 F°13 Bord. 283/3, la société a été constituée.

La publicité légale a été faite dans le journal
LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST le 9
octobre 1995

Le dépôt a été effectué au centre des formalités
de la Chambre de Commerce et d'Industrie de TOURAINE
le 2 novembre 1995

La société a été immatriculée au registre du Commerce
et des sociétés de TOURS sous le n° B 402 734 420 (n°
de gestion 95 B 749) à compter du 7 novembre 1995 et
au répertoire national des entreprises sous le n°
SIRET 402 734 420 00019 NAF 74.1J

ARTICLE 1 - FORME

La Société est de forme anonyme. Elle est régie par
les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents
statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet la prise de participation
dans toutes sociétés, dans la gestion de portefeuille, la
direction et l'animation dans les sociétés participantes et
généralement toutes opérations commerciales, industrielles,
mobilières, immobilières ou financières se rattachant
directement en tout ou en partie à l'objet ci-dessus ou à tous
objets similaires ou connexes

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

SA SOFIDEN

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 24 rue Christiaan Huygens à TOURS (37100)

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANNEES à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, (7 Novembre 1995) sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social représente les apports en nature effectués par chaque actionnaire des 34.353 actions de la Société Anonyme « A. NEMERY ET CALMEJANE » au capital de 6.000.000,00 F, dont le siège social est à TOURS (37100) 22 à 26 rue Christiaan Huygens, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TOURS sous le n° B 664 801 628 (n° de gestion 66 B 162) et au répertoire national des entreprises sous le n° SIRET 664 801 628 00010 NAF 5.14S estimées à deux cent cinquante francs (250,00 F) l'action.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à HUIT MILLIONS CINQ CENT QUATRE VINGT HUIT MILLE DEUX CENT CINQUANTE FRANCS (8.588.250,00 Francs).

Il est divisé en 34.353 actions de deux cent cinquante francs (250,00 F) chacune entièrement libérées.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévus par la loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider, sur le rapport du Conseil d'Administration, une augmentation de capital.

Les actionnaires ont proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel. Si l'Assemblée Générale le décide expressément, ils bénéficient également d'un droit de souscription à titre réductible.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si, au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - Le capital social pourra être amorti en application des articles 209 et suivants de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS - DROIT DE PREEMPTION

11.0 Les cessions d'actions sont soumises successivement, selon les modalités ci-après définies, au droit de préemption, par priorité à Madame Colette THOMAS épouse DENIS née le 26 décembre 1939 au PRE SAINT GERVAIS (93), ensuite à Monsieur Guy DENIS, né le 17 juillet 1944 à PARIS 9^{ème}, demeurant ensemble à FONDETTES (37230) 19 rue du Four Blanc, et à leurs enfants Frantz, Jean-Marc et Xavier ci-après désignés par « GROUPE DENIS » puis, le cas échéant, à l'agrément de la société.

11.1 Tout projet de cession, même entre actionnaires, doit être notifié à la société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. La notification doit contenir les nom, prénoms, adresse ou les dénomination, forme juridique et siège social du ou des cessionnaires, le nombre des actions à céder, le prix, les conditions et modalités de paiement de la cession envisagée.

11.2 Dans le délai maximum de quinze jours à compter de cette notification visée ci-dessus, la société doit la transmettre au Groupe DENIS, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette notification ouvre au profit de chacun d'entre eux et, à défaut d'accord entre eux tous, un droit de préemption proportionnel à sa participation dans le capital social, ramené au nombre d'actions détenues par les actionnaires bénéficiaires du droit de préemption.

11.3 A peine d'être réputé avoir renoncé à son droit de préemption pour la cession considérée, chaque actionnaire doit notifier à la Société son intention de préempter, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée dans le délai maximum de quinze jours à compter de la notification prévue au premier paragraphe ci-dessus. Dans sa notification, l'actionnaire doit préciser le nombre d'actions qu'il entend préempter, y compris celles dont il se porterait acquéreur en sus de ses droits propres, au cas où certains actionnaires n'exerceraient pas tout ou partie de leurs droits.

11.4 Dans le délai maximum de quinze jours à compter de la notification visée au premier paragraphe ci-dessus, le Conseil d'Administration doit se réunir pour constater le résultat de la mise en œuvre du droit de préemption par le groupe DENIS et établir la liste des préempteurs avec le nombre des actions préemptées par chacun. Dans l'hypothèse où un actionnaire au moins n'a pas exercé tout ou partie de ses droits, ces derniers sont répartis entre les autres préempteurs dans la limite de la demande de chacun d'eux et au prorata de leur participation dans le capital social, compte non tenu des actions faisant l'objet du partage, avec répartition, le cas échéant, des rompus.

La liste des actionnaires préempteurs avec le nombre d'actions préemptées par chacun doit être communiquée à tous les actionnaires, y compris le cédant, dans le délai maximal de quinze jours à compter de la réunion du Conseil d'Administration.

11.5 A défaut de préemption de la totalité des actions dont la cession est projetée, le Conseil d'Administration en informe immédiatement l'actionnaire cédant.

Dans ce cas, la cession projetée peut être réalisée aux conditions prévues dans la notification visée au paragraphe 1 supra, mais seulement si elle constitue l'un des cas suivants de cession : une cession d'actions entre actionnaires ou une transmission d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant.

Dans tout autre cas, la cession doit être soumise à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions ci-après, la notification visée au paragraphe 1 - supra tenant lieu alors de la notification telle que prescrite par l'article 207 du décret sur les sociétés commerciales.

11.6 Le Conseil d'Administration doit décider s'il accepte ou refuse la cession projetée. Sa décision n'a pas à être motivée.

11.7 Si la société n'a pas notifié sa décision au cédant, dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification de sa demande, l'agrément est réputé acquis et la cession projetée peut intervenir.

11.8 Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé par le cédant, le conseil d'administration est tenu de faire racheter les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires ou tiers, soit, mais avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital social, dans un délai de trois mois à compter de la notification au cédant de la décision dont il résulte que l'agrément n'a pas été accordé.

11.9 A cette fin et à défaut de se mettre d'accord avec le cédant sur le prix d'achat, le Conseil d'Administration peut faire procéder à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code Civil et, à cet effet, faire toutes mises en demeure jugées opportunes. Toutes notifications à intervenir en application de la présente clause sont valablement faites, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de pluralité de candidatures d'actionnaires, les actions à racheter sont réparties entre les candidats au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent, lors de la notification à la société du projet de cession non agréé et dans la limite de leur demande ; le reliquat, s'il en existe, est affecté aux actionnaires dont les demandes ne sont pas entièrement satisfaites, en respectant le prorata ci-dessus et ainsi de suite jusqu'à affectation totale, l'arrondi étant toujours fait à l'unité inférieure. Le reliquat, s'il en reste un, est ensuite proposé à une ou plusieurs personnes choisies par le Conseil d'Administration ou racheté par la société comme précisé ci-dessus.

11.10 En vue de régulariser le transfert, le Conseil d'Administration invite, huit jours à l'avance, le ou les acquéreurs à consigner le prix entre les mains du rédacteur choisi d'un commun accord ou à défaut par le cessionnaire et à justifier de cette consignation ; à défaut de consignation dans ce délai, le Conseil d'administration doit désigner un autre cessionnaire de son choix, de telle sorte que le rachat de la totalité des actions puisse intervenir dans les délais fixés par l'article 275 de la loi du 24 Juillet 1966.

S'il y a lieu, la Société invite ensuite le cédant à lui adresser un ordre de cession accompagné, si nécessaire, de l'attestation d'inscription de l'intermédiaire habilité. La société lui remet alors une attestation destinée au consignataire des fonds justifiant de ses droits à recevoir le prix.

Passé le délai imparti et si le cédant ne s'est pas manifesté dans le sens indiqué à l'alinéa qui précède, la cession est régularisée d'office par décision du Conseil d'Administration, suivie du virement de compte à compte nécessaire, sans qu'il soit besoin du concours, ni de la signature du cédant. Notification de virement lui est faite dans la quinzaine de sa date et il est invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au consignataire des fonds pour recevoir le prix, sur présentation de l'attestation visée ci-dessus.

11.11 A défaut de rachat effectif de la totalité des actions concernées dans le délai de trois mois, éventuellement prorogé, à compter de la notification au cédant de la décision dont il résultait que l'agrément du projet initial de cession n'était pas accordé, ce projet est réputé agréé.

11.12 Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge, moitié du cédant, moitié du ou des acquéreurs, au prorata du nombre d'actions acquises. Si la défaillance d'une partie ou de la société vient à provoquer l'agrément tacite du projet initial de cession, le défaillant supportera l'intégralité des frais et honoraires d'expertise.

11.13 En cas de négociation par l'intermédiaire d'une société de bourse et par dérogation aux dispositions ci-dessus prévues, la société se prononce sur l'agrément, dans un délai qui ne peut excéder trente jours de bourse à compter de la notification du projet de cession.

Si l'acquéreur n'est pas agréé, le rachat doit intervenir dans le délai de trente jours de bourse, à compter de la notification au cédant de la décision dont il résulte que le projet de cession n'est pas agréé. Le prix retenu est celui de la négociation initiale ; toutefois, la somme versée à l'acquéreur non agréé ne peut être inférieure à celle qui résulte du cours de bourse au jour du refus d'agrément ou, à défaut de cotation ce jour, au jour de la dernière cotation précédant ledit refus.

Si à l'expiration du délai prévu pour l'acquisition des actions, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS.

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une quotité proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NUE PROPRIETE - USUFRUIT.

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - Si une action est grevée d'un usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions ordinaires et extraordinaires. Toutefois, dans ce cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales avec voix consultative.

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

ARTICLE 14 - CONSEIL D'ADMINISTRATION.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de **SOIXANTE QUINZE ANS**, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Lorsque cette limite est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice au cours duquel le dépassement aura lieu.

Au cours de la vie sociale, la durée des fonctions des administrateurs est six années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire dans les conditions prévues par l'article 94 de la loi du 24 juillet 1966. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action.

ARTICLE 15 - ORGANISATION DU CONSEIL.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Le Président est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Il est rééligible. Le Conseil peut le révoquer à tout moment.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de **SOIXANTE QUINZE ANS**. D'autre part, si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Le Conseil peut également désigner un ou deux vice-présidents et un secrétaire qui peut être choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires.

En cas d'absence du Président, la séance du Conseil est présidée par le vice-président le plus âgé. A défaut, le Conseil désigne, parmi ses membres, le président de séance.

ARTICLE 16 - DELIBERATIONS DU CONSEIL.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou celle du tiers au moins de ses membres, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil tant en leur nom personnel que comme mandataire.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur et signés du président de séance et d'au moins un administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux administrateurs au moins.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le Président du Conseil d'Administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 17 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 18 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS.

1 - Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social.

Compte tenu de l'objet de la société, le Président a pouvoir d'acheter et/ou de vendre des biens immobiliers sans autorisation particulière du Conseil.

Le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration peut limiter les pouvoirs du Président, mais cette limitation est inopposable aux tiers.

Le Président a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

2 - Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un ou deux directeurs généraux dans les conditions prévues par la loi.

Les directeurs généraux sont des personnes physiques; ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le Conseil, sur proposition du Président ; en cas de décès, de démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec son Président, le Conseil détermine l'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général. La limitation de ces pouvoirs n'est cependant pas opposable aux tiers, à l'égard desquels chaque directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le Président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

3 - Le Conseil peut confier à des mandataires, administrateurs ou non, des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer des pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

ARTICLE 19 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le Conseil d'Administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

2 - La rémunération du Président et celle des directeurs généraux sont fixées par le Conseil d'Administration.

3 - Le Conseil d'Administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles qui seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU UN DIRECTEUR GENERAL.

Toute convention intervenant entre la Société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même pour les conventions entre la Société et une entreprise, si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES.

Le contrôle de la Société est effectué par un ou plusieurs Commissaires aux comptes, titulaires et suppléants, dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 22 - ASSEMBLEES GENERALES.

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires ou spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires.

ARTICLE 23 - CONVOCATION ET LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES.

Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les Commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est effectuée quinze jours avant la date de l'assemblée soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire. Dans le premier cas, chacun d'eux doit être également convoqué par lettre simple ou, sur sa demande et à ses frais, par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi.

ARTICLE 24 - ORDRE DU JOUR.

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour des assemblées dans les conditions légales et réglementaires.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 25 - ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS.

Tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors qu'elles ont été libérées des versements exigibles.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements.

ARTICLE 26 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

ARTICLE 27 - FEUILLE DE PRESENCE - BUREAU - PROCES-VERBAUX.

Il est tenu une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée désigne elle-même son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires, présents et acceptants, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau ainsi composé, désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

ARTICLE 28 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 29 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL.

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er SEPTEMBRE et finit le 31 AOUT

ARTICLE 31 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Conseil d'Administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES.

Si les comptes de l'exercice approuvés par l'Assemblée Générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi, l'Assemblée Générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors en cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois, après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'Assemblée Générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'Assemblée Générale peut accorder aux actionnaires pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Conseil d'Administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 35 - TRANSFORMATION.

La Société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés qui acceptent d'être commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION.

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société, soit par décision judiciaire à la demande d'un tiers, soit par déclaration au greffe du Tribunal de commerce faite par l'actionnaire unique, entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 37 - CONTESTATIONS.

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la procédure d'arbitrage.

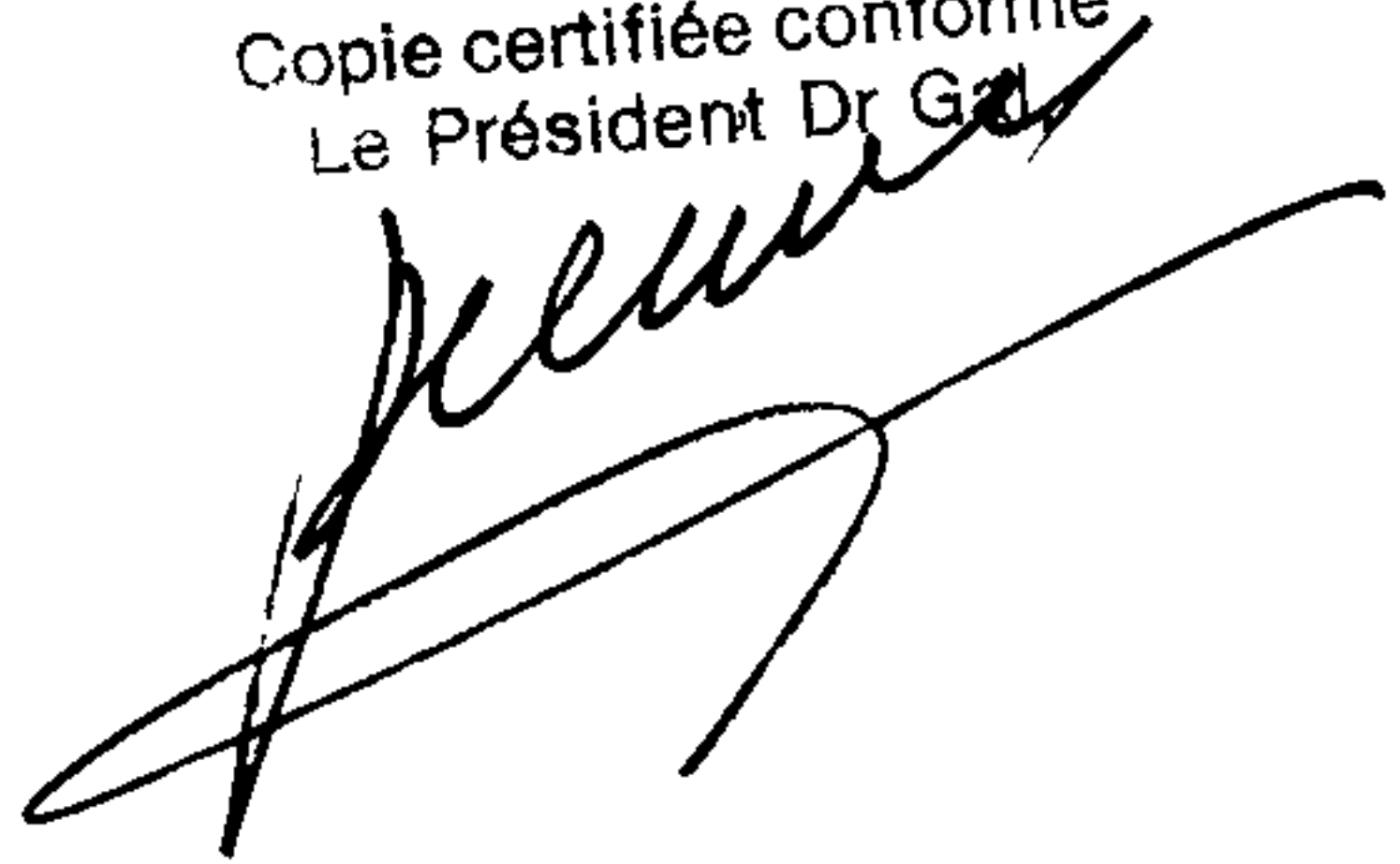
Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre. L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Copie certifiée conforme
Le Président Dr Gai



558749

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE	
571278	- 8 AVR. 97
TOURS - 37 - 01	

S.A. SOFIDEN

Société Anonyme au capital de 8.588.250,00 Francs
Siège Social : 24, rue Christiaan Huygens à 37100 TOURS
R.C.S. TOURS B 402 734 420 (N° de gestion : 95 B 749)
Siret : 402 734 420 00019 NAF 74.1J

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 7 FEVRIER 1997**

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX SEPT,

Le sept février,

A 10 heures 45,

Les actionnaires de la société "SOFIDEN », société anonyme au capital de 8.588.250,00 Francs, divisé en 34353 actions de 250,00 Francs chacune, dont le siège est 24, rue Christiaan Huygens à 37100 TOURS, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre simple adressée le 22 Janvier 1997 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Guy DENIS, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Jean-Marc DENIS et Madame Colette DENIS, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Frantz DENIS est désigné comme secrétaire.

Monsieur Richard PERROT, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre en date du 22 Janvier 1997, est absent excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent plus du tiers des actions sur les 34353 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du TIERS requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le rapport du Conseil d'Administration,
- le texte du projet des résolutions soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration,
- Modification du droit de vote en cas d'usufruit
- Institution d'une clause de droit de préemption
- Modification corrélative des statuts
- Questions diverses
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

Le Président expose qu'il est souhaitable de préciser à l'article 13 des statuts 2^{ème} paragraphe que si une ou plusieurs actions sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions ordinaires et extraordinaires. Toutefois dans ce cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales avec voix consultative.

De plus, d'y inclure un droit de préemption.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide que tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées mais que toutefois, le droit de vote, si une action est grevée d'un usufruit, appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions ordinaires et extraordinaires. Toutefois, dans ce cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales avec voix consultative.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article 11 des statuts concernant la transmission des actions, même entre actionnaires et d'y inclure un droit de préemption au profit de l'ensemble des actionnaires, par priorité à Madame Colette THOMAS épouse DENIS, née le 26 décembre 1939 au PRE SAINT GERVAIS (93), à Monsieur Guy DENIS, né le 14 juillet 1944 à PARIS 9^{ème}, demeurant ensemble à FONDETTES (37230) 19 rue du Four Blanc, et à leurs enfants, Frantz, Jean-Marc et Xavier

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier les articles 11 et 13 des statuts, suite aux décisions prises précédemment de la manière suivante :

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS - DROIT DE PREMPTION

Cet article est remplacé par le texte suivant :

11.0 Les cessions d'actions sont soumises successivement, selon les modalités ci-après définies, au droit de préemption par priorité à Madame Colette THOMAS épouse DENIS, née le 26 décembre 1939 au PRE SAINT GERVAIS (93), à Monsieur Guy DENIS, né le 14 juillet 1944 à PARIS 9^{ème}, demeurant ensemble à FONDETTES (37230) 19 rue du Four Blanc, et à leurs enfants, Frantz, Jean-Marc et Xavier, ci-après désignés par « groupe DENIS » puis, le cas échéant, à l'agrément de la société.

11.1 Tout projet de cession, même entre actionnaires, doit être notifié à la société, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. La notification doit contenir les nom, prénoms, adresse ou les dénomination, forme juridique

et siège social du ou des cessionnaires, le nombre des actions à céder, le prix, les conditions et modalités de paiement de la cession envisagée.

11.2 Dans le délai maximum de quinze jours à compter de cette notification visée ci-dessus, la société doit la transmettre au Groupe DENIS, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette notification ouvre au profit de chacun d'entre eux et, à défaut d'accord entre eux tous, un droit de préemption proportionnel à sa participation dans le capital social, ramené au nombre d'actions détenues par les actionnaires bénéficiaires du droit de préemption.

11.3 A peine d'être réputé avoir renoncé à son droit de préemption pour la cession considérée, chaque actionnaire doit notifier à la Société son intention de préempter, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée dans le délai maximum de quinze jours à compter de la notification prévue au premier paragraphe ci-dessus. Dans sa notification, l'actionnaire doit préciser le nombre d'actions qu'il entend préempter, y compris celles dont il se porterait acquéreur en sus de ses droits propres, au cas où certains actionnaires n'exerceraient pas tout ou partie de leurs droits.

11.4 Dans le délai maximum de quinze jours à compter de la notification visée au premier paragraphe ci-dessus, le Conseil d'Administration doit se réunir pour constater le résultat de la mise en œuvre du droit de préemption par le groupe DENIS et établir la liste des préempteurs avec le nombre des actions préemptées par chacun. Dans l'hypothèse où un actionnaire au moins n'a pas exercé tout ou partie de ses droits, ces derniers sont répartis entre les autres préempteurs dans la limite de la demande de chacun d'eux et au prorata de leur participation dans le capital social, compte non tenu des actions faisant l'objet du partage, avec répartition, le cas échéant, des rompus.

La liste des actionnaires préempteurs avec le nombre d'actions préemptées par chacun doit être communiquée à tous les actionnaires, y compris le cédant, dans le délai maximal de quinze jours à compter de la réunion du Conseil d'Administration.

11.5 A défaut de préemption de la totalité des actions dont la cession est projetée, le Conseil d'Administration en informe immédiatement l'actionnaire cédant.

Dans ce cas, la cession projetée peut être réalisée aux conditions prévues dans la notification visée au paragraphe 1 supra, mais seulement si elle constitue l'un des cas suivants de cession : une cession d'actions entre actionnaires ou une transmission d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant.

Dans tout autre cas, la cession doit être soumise à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions ci-après, la notification visée au paragraphe 1 - supra tenant lieu alors de la notification telle que prescrite par l'article 207 du décret sur les sociétés commerciales.

11.6 Le conseil d'administration doit décider s'il accepte ou refuse la cession projetée. Sa décision n'a pas à être motivée.

11.7 Si la société n'a pas notifié sa décision au cédant, dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification de sa demande, l'agrément est réputé acquis et la cession projetée peut intervenir.

11.8 Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé par le cédant, le conseil d'administration est tenu de faire racheter les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires ou tiers, soit, mais avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital social, dans un délai de trois mois à compter de la notification au cédant de la décision dont il résulte que l'agrément n'a pas été accordé.

11.9 A cette fin et à défaut de se mettre d'accord avec le cédant sur le prix d'achat, le Conseil d'Administration peut faire procéder à l'expertise prévue à l'article 1843-4 du Code Civil et, à cet effet, faire toutes mises en demeure jugées opportunes. Toutes notifications à intervenir en application de la présente clause sont valablement faites, soit par acte extra-judiciaire, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de pluralité de candidatures d'actionnaires, les actions à racheter sont réparties entre les candidats au prorata du nombre d'actions qu'ils détiennent, lors de la notification à la société du projet de cession non agréé et dans la limite de leur demande ; le reliquat, s'il en existe, est affecté aux actionnaires dont les demandes ne sont pas entièrement satisfaites, en respectant le prorata ci-dessus et ainsi de suite jusqu'à affectation totale, l'arrondi étant toujours fait à l'unité inférieure. Le reliquat, s'il en reste un, est ensuite proposé à une ou plusieurs personnes choisies par le Conseil d'Administration ou racheté par la société comme précisé ci-dessus.

11.10 En vue de régulariser le transfert, le Conseil d'Administration invite, huit jours à l'avance, le ou les acquéreurs à consigner le prix entre les mains du rédacteur choisi d'un commun accord ou à défaut par le cessionnaire à justifier de cette consignation ; à défaut de consignation dans ce délai, le Conseil d'administration doit désigner un autre cessionnaire de son choix, de telle sorte que le rachat de la totalité des actions puisse intervenir dans les délais fixés par l'article 275 de la loi du 24 Juillet 1966.

S'il y a lieu, la Société invite ensuite le cédant à lui adresser un ordre de cession accompagné, si nécessaire, de l'attestation d'inscription de l'intermédiaire habilité. La société lui remet alors une attestation destinée au consignataire des fonds justifiant de ses droits à recevoir le prix.

Passé le délai imparti et si le cédant ne s'est pas manifesté dans le sens indiqué à l'alinéa qui précède, la cession est régularisée d'office par décision du Conseil d'Administration, suivie du virement de compte à compte nécessaire, sans qu'il soit besoin du concours, ni de la signature du cédant. Notification de virement lui est faite dans la quinzaine de sa date et il est invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au consignataire des fonds pour recevoir le prix, sur présentation de l'attestation visée ci-dessus.

11.11 A défaut de rachat effectif de la totalité des actions concernées dans le délai de trois mois, éventuellement prorogé, à compter de la notification au cédant de la décision dont il résultait que l'agrément du projet initial de cession n'était pas accordé, ce projet est réputé agréé.

11.12 Les frais et honoraires d'expertise sont à la charge, moitié du cédant, moitié du ou des acquéreurs, au prorata du nombre d'actions acquises. Si la défaillance d'une partie ou de la société vient à provoquer l'agrément tacite du projet initial de cession, le défaillant supportera l'intégralité des frais et honoraires d'expertise.

11.13 En cas de négociation par l'intermédiaire d'une société de bourse et par dérogation aux dispositions ci-dessus prévues, la société se prononce sur l'agrément, dans un délai qui ne peut excéder trente jours de bourse à compter de la notification du projet de cession.

Si l'acquéreur n'est pas agréé, le rachat doit intervenir dans le délai de trente jours de bourse, à compter de la notification au cédant de la décision dont il résulte que le projet de cession n'est pas agréé. Le prix retenu est celui de la négociation initiale ; toutefois, la somme versée à l'acquéreur non agréé ne peut être inférieure à celle qui résulte du cours de bourse au jour du refus d'agrément ou, à défaut de cotation ce jour, au jour de la dernière cotation précédant ledit refus.

Si à l'expiration du délai prévu pour l'acquisition des actions, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - NEU PROPRIETE - USUFRUIT

Le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

Si une ou plusieurs actions sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les

décisions ordinaires et extraordinaires. Toutefois, dans ce cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux assemblées générales avec voix consultative.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 11 heures 15.

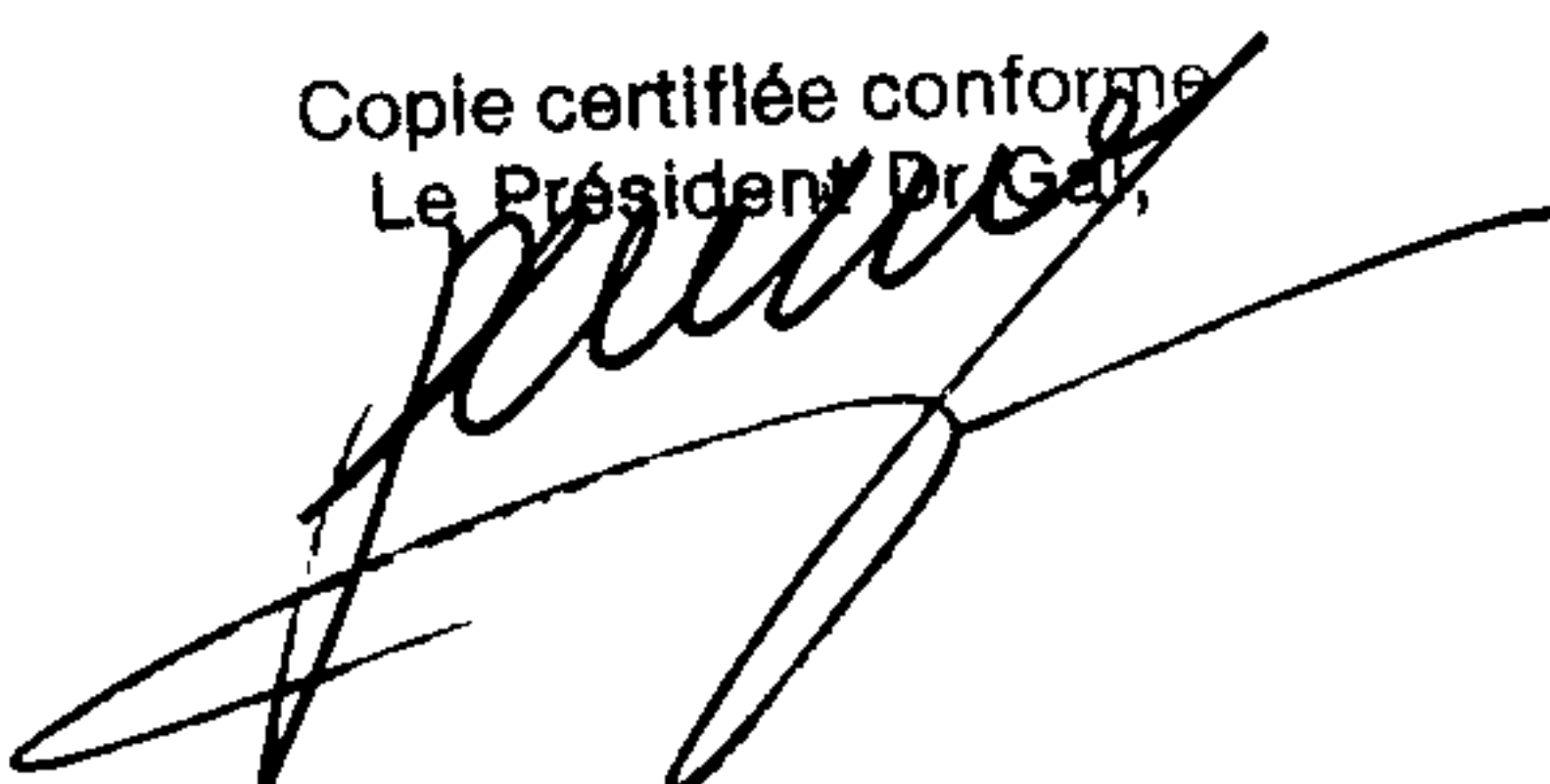
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire

Copie certifiée conforme
Le Président Dr. Gal,



95 B 749

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE	
971278	- 8 AVR. 97
TOURS - 37-01	

S.A. SOFIDEN

Société Anonyme au capital de 8.588.250,00 Francs
Siège Social : 24 rue Christiaan Huygens 37100 TOURS
R.C.S. TOURS B 402 734 420 (N° de gestion : 95 B 749)
Siret : 402 734 420 00019 NAF 74.1J

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 7 FEVRIER 1997

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX SEPT,

Le sept février,

A 9 heures 30,

Les actionnaires de la société S.A. SOFIDEN, société anonyme au capital de 8.588.250,00 Francs, divisé en 34353 actions de 250,00 Francs chacune, dont le siège est 24 rue Christiaan Huygens à 37100 TOURS, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, 24 rue Christiaan Huygens 37100 TOURS, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre simple adressée le 22 Janvier 1997 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Guy DENIS, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Jean-Marc DENIS et Madame Colette DENIS, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Frantz DENIS est désigné comme secrétaire.

Monsieur Philippe GALLIENNE, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 22 Janvier 1997, est absent excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés possèdent 34 353 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du quart requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,
- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés,
- l'inventaire et les comptes annuels arrêtés au 31 août 1996,
- le rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration,
- les rapports du Commissaire aux Comptes,
- un exemplaire des statuts de la Société,
- le texte du projet des résolutions soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires et au Commissaire aux Comptes ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration,
- Lecture du rapport général du Commissaire aux Comptes,

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 août 1996 et quitus aux administrateurs,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24 juillet 1966 et approbation desdites conventions,
- Constatation du décès d'un Administrateur
- Démission du Commissaire aux Comptes titulaire et du Commissaire aux Comptes suppléant
- Nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes titulaire et d'un nouveau Commissaire aux Comptes suppléant
- Fixation des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration
- Questions diverses,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président présente et commente les comptes de l'exercice écoulé avant de donner lecture à l'Assemblée du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration puis du rapport général et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration et le rapport général du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe arrêtés le 31 août 1996, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 août 1996 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration, et décide d'affecter le bénéfice de 1 449 873,99 Francs l'exercice de la manière suivante :

Origines du résultat à affecter :

1) Report à nouveau antérieur	F.	-	24.839,99
2) Résultat de l'exercice	F.	+	1.449.873,99
3) Prélèvement sur les réserves	F.		0,00

Total	F.	+	1.425.034,00
Affectation proposée :			
4) Affectation aux réserves :			
. réserve légale			
5 % à la réserve légale	F.		71.251,70
. réserve spéciale des plus values			
à long terme	F.		0,00
. réserves statutaires	F.		0,00
5) Dividendes	F.		515.295,00
soit 15,00 Francs par action			
6) Report à nouveau	F.		0,00
7) Autres réserves	F.		838.487,30

Total	F.	+	1.425.034,00

Chaque action recevra un dividende de 15,00 Francs assorti d'un avoir fiscal de 7,50 Francs.

Ce dividende sera mis en paiement à l'issue de l'assemblée générale ordinaire.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seront de 9.497.989 Francs.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée depuis la constitution de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966 et statuant sur ce rapport, approuve chacune desdites conventions.

Les intéressés n'ayant pas pris part au vote, cette résolution est adoptée à l'unanimité des autres actionnaires présents ou représentés.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte du décès de Monsieur René THOMAS, survenu le 7 OCTOBRE 1996, administrateur. Il n'est pas procédé à son remplacement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme Monsieur Richard PERROT, Commissaire aux Comptes titulaire demeurant à LE HAVRE 76600, 186, Boulevard François 1^{er}, membre de la Compagnie Régionale de ROUEN et Monsieur Joël PATRICE, Commissaire aux comptes suppléant, membre de la Compagnie Régionale de CAEN, demeurant à DEAUVILLE (14800), 6, avenue de la République, pour la durée restant à courir au mandat de leur prédécesseur, Monsieur Philippe GALLIENNE et la Société M.D.A. représentée par Monsieur Didier VIGNES, lequel prend fin avec l'exercice clos le 31 AOUT 2000.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Richard PERROT et Monsieur Joël PATRICE déclarent par lettres jointes accepter les fonctions de Commissaire aux Comptes titulaire et Suppléant.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale n'attribue aucun jeton de présence au Conseil d'Administration.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 10 heures 15.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

Les Scrutateurs

Le Secrétaire

Copie certifiée conforme
Le Président Dr. Gal



M D A

*Société d'expertise comptable
et de commissariat aux comptes*

SA SOFIDEN

24, rue Christiaan Huygens

37100 TOURS

LE HAVRE, le 23 Janvier 1997

A l'attention de Mr Guy DENIS

BR/BT

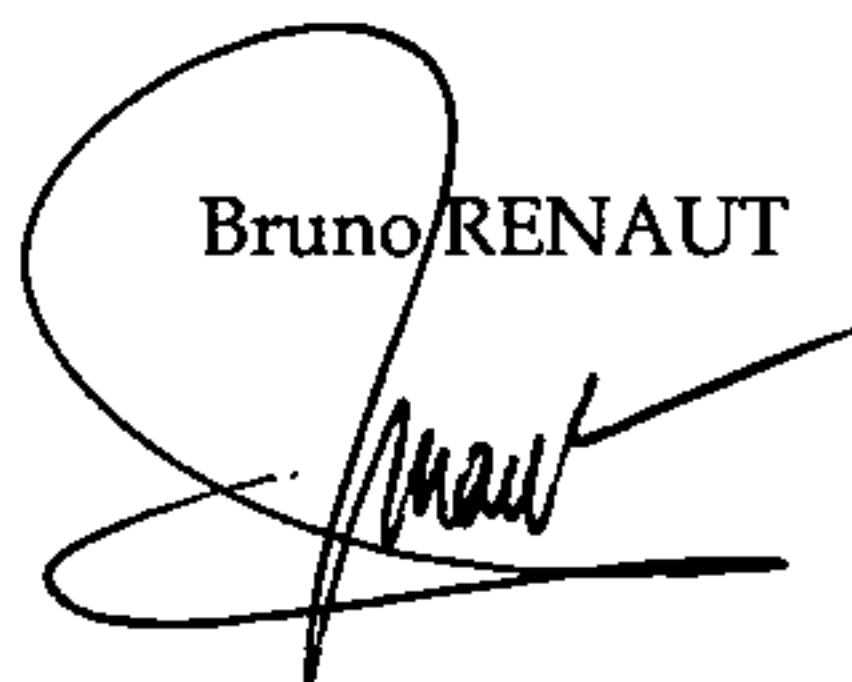
Monsieur le Président,

Par la présente, nous vous informons que notre société donne sa démission de son mandat de commissaire aux comptes suppléant de votre société.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Bruno RENAUT



Philippe GALLIENNE
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de ROUEN
186, boulevard François 1er
76600 LE HAVRE

SA SOFIDEN

24, rue Christian Huygens

37100 TOURS

LE HAVRE, le 23 Janvier 1997

A l'attention de Mr Guy DENIS

PG/BT

Monsieur le Président,

Par la présente, je vous informe que je donne ma démission de mon mandat de commissaire aux comptes titulaire de votre société.

Vous remerciant de la confiance que vous m'avez témoignée, et vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe GALLIENNE

A stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop that starts from the left, goes up and over, and then curves down to the right, ending in a small hook.